

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 février 2018

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Mise en place d'un stage de responsabilisation destiné aux personnes condamnées pour des faits de violences conjugales - Convention entre la CASA, la Préfecture 06 et le SPIP de Grasse-Mougins

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.011

Date de la convocation :

Le 13/02/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

27 FEV. 2018

de la réception s/Préfecture
en date du

28 FEV. 2018

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 19 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAoui à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Déborah MINEI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance.

Dans le cadre de ses missions, le service Parenthèse de la Direction de la Cohésion Sociale, situé sur la commune d'Antibes Juan-les-Pins, exerce et développe une mission d'écoute, d'information et d'accompagnement des personnes victimes de violences conjugales.

Depuis 2008, une convention de partenariat liant le Tribunal de Grande Instance de Grasse, la délégation départementale aux droits des femmes de la Préfecture des Alpes-Maritimes, la Sous-Préfecture de Grasse, le Centre Hospitalier d'Antibes- Juan les Pins et la C.A.S.A prévoit la mise en œuvre d'une politique globale d'actions, visant la prévention et le traitement de la problématique des violences conjugales.

Celle-ci décline notamment un dispositif constituant une mesure alternative aux poursuites au titre du classement sans suite de faits mineurs de violences conjugales à la condition, pour un public de primo-délinquant, de participer à un nombre défini de séances de groupe de parole réalisées en collaboration avec une équipe dédiée de l'hôpital d'Antibes.

La loi n°2014-873 du 4 août 2014, pour l'égalité entre les femmes et les hommes, introduit la possibilité pour le procureur de la République de demander à l'auteur d'une infraction de suivre un stage de responsabilisation aux violences commises au sein du couple (articles 41-1 et 42-1 du Code de procédure pénale).

La mise en œuvre de stage de responsabilisation-dont l'article R131-51-1 du code de procédure rappelle le contenu-est également prévue comme une peine applicable aux condamnés dans le cadre de la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes.

La prise en charge psychologique de l'auteur dans le cadre du stage de responsabilisation, apparaît tant comme un élément de lutte contre la récidive que comme une mesure de protection de la victime et des enfants. Il est conçu comme une réponse pédagogique aux comportements visés.

Ainsi, il est proposé de compléter les actions déjà mises en œuvre par le Service parenthèse, et notamment d'étendre la prise en charge des auteurs de ce type de faits une fois les poursuites judiciaires engagées, et la condamnation intervenue.

A l'instar de son intervention en amont de la décision de poursuivre une infraction, le service Parenthèse de la CASA sera donc le coordinateur d'un stage de responsabilisation constituant une modalité d'exécution de la peine efficace.

Cet engagement doit se traduire par la signature d'une nouvelle convention liant la Préfecture des Alpes-Maritimes, le Tribunal de Grande Instance de Grasse, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis.

Elle a pour objet de définir, sur le ressort du T.G.I. de Grasse, les modalités d'organisation par le Service Parenthèse (C.A.S.A.), d'un stage de responsabilisation annuel dans le cadre du traitement post-sentenciel.

Les personnes placées sous main de justice et condamnées pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal ont vocation à être orientées vers ce type de stage de responsabilisation. Ces orientations sont à l'initiative du Juge de l'Application des Peines ou du Service Pénitentiaire de Probation et d'Insertion de Grasse (S.P.I.P.).

Le S.P.I.P. de Grasse est en charge de la sélection des condamnés. Cette sélection tient compte pour partie des aptitudes psychologiques et intellectuelles des candidats à suivre le stage. Lorsque le nombre de condamnés sélectionnés atteint un minimum de huit, le S.P.I.P. de Grasse organise une réunion de coordination avec le Service PARENTHÈSE (C.A.S.A.) pour sa mise en œuvre.

Le contenu du stage de responsabilisation doit permettre de rappeler à la personne condamnée par des faits de violences, le principe républicain d'égalité entre les femmes et les hommes, la gravité des violences quelle que soit leur forme au sein du couple et, le cas échéant, le devoir de respect mutuel qu'implique la vie en couple.

Il vise à responsabiliser les auteurs de violences conjugales en travaillant avec eux les conséquences pénales, sociétales et familiales de leurs actes. L'objectif est de limiter la réitération des faits par la reconnaissance de la place de l'autre, victime ou témoin.

La session de stage de 2 jours et demi qui se déroule dans les locaux du T.G.I. de Grasse, est animée par l'équipe pluridisciplinaire du service Parenthèse. Un conseiller du S.P.I.P. de Grasse est présent en début et fin de stage. La participation au stage de responsabilisation est gratuite pour les personnes condamnées.

La C.A.S.A se réserve la possibilité de solliciter une demande de cofinancement à l'Etat, dans le cadre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance, par le biais d'une demande de subvention.

A l'issue du stage, le service Parenthèse transmettra un rapport détaillé au S.P.I.P. de Grasse portant sur la participation des candidats, leur comportement, la pertinence des outils utilisés, l'appréciation du stage par les participants.

Un comité de pilotage se réunira chaque année afin d'apprécier la qualité et l'efficacité du dispositif. Il sera constitué de façon non exhaustive des signataires de la convention, des représentants des instances de tutelle financière au titre du Fonds Ministériel de Prévention de la Délinquance, la Délégation Départementale aux Droits des Femmes.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les principes de mise en œuvre du protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales,
- d'approuver les termes de la convention sur la prise en charge des auteurs de violences conjugales, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions auprès des institutions, notamment l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance,
- d'imputer la dépense sur le compte 611, fonction 60 de la Direction de la Cohésion Sociale,
- d'imputer les recettes issues des subventions obtenues sur le chapitre 74, notamment sur le compte 7478.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les principes de mise en œuvre du protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales,
- d'approuver les termes de la convention sur la prise en charge des auteurs de violences conjugales, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions auprès des institutions, notamment l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance,
- d'imputer la dépense sur le compte 611, fonction 60 de la Direction de la Cohésion Sociale,
- d'imputer les recettes issues des subventions obtenues sur le chapitre 74, notamment sur le compte 7478.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 février 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION DE
STAGES DE RESPONSABILISATION EN POST
SENTENCIEL POUR LA PRÉVENTION ET LA LUTTE
CONTRE LES VIOLENCES AU SEIN DU COUPLE

ENTRE

LE PREFET DES ALPES-MARITIMES

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE GRASSE

LA PROCUREURE DE LA REPUBLIQUE PRES LE
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRASSE

LA DIRECTRICE DU SERVICE PENITENTIAIRE
D'INSERTION ET DE PROBATION DES ALPES-
MARITIMES

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA
ANTIPOLIS (CASA)

Vu les articles 41-1 2° et 41-2 18° du code de procédure pénale,
Vu les articles R.131-51-1 et R.131-51-2 du code pénal,
Vu la loi n°2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs,
Vu la loi n°2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants,
Vu la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes
Vu le décret n°2016-1709 du 12 décembre 2016 relatif au stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple ou sexistes et au stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels.
Vu la circulaire du garde des sceaux, ministre de la justice, n°NOR/JUS14277661C n°CRIM2014-22/E1 du 24 novembre 2014, circulaire d'orientation de politique pénale en matière de lutte contre les violences au sein du couple,
Vu la circulaire du garde des sceaux, ministre de la justice, n°NOR/JUS1714357C n°CRIM 2017-14/E1 du 12 mai 2017, relative aux mesures alternatives aux poursuites, et vu le référentiel annexé et du V plan,
Vu la mesure 1-1 du 4^{ème} plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016, qui édicte le principe que toute violence déclarée doit faire l'objet d'une réponse pénale et sociale,
Vu les orientations du 5^{ème} plan de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes,
Vu le plan départemental de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes 2014-2017 pour les Alpes-Maritimes, approuvé le 24 juin 2014,
Vu la convention locale relative au traitement des dépôts de plainte en matière de violences conjugales dans le département des Alpes-Maritimes, en date du 24 juin 2016,

Il est convenu et décidé ce qui suit :

Article 1^{er} : OBJET

La présente convention est conclue entre le Préfet des Alpes-Maritimes, le Président du Tribunal de Grande Instance de Grasse, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Grasse, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA) Service Parenthèse, dont le siège social est sis 449 Route des Crêtes - BP 43 - 06901 Sophia-Antipolis.

Elle a pour objet l'organisation sur le ressort du Tribunal de Grande Instance de Grasse, par le Service Parenthèse (CASA), d'un stage de responsabilisation dans le cadre post-sentenciel pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple prévue aux articles 41-1 2° et 41-2 18° du code de procédure pénale et R.131-51-1 et R.131-51-2 du code pénal.

Le contenu du stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple doit permettre de rappeler à la personne mise en cause pour des faits de violences le principe républicain d'égalité entre les femmes et les hommes, la gravité des violences quelles que soient leurs formes, au sein du couple et, le cas échéant, le devoir de respect mutuel qu'implique la vie en couple. Elle vise également à lui faire prendre conscience de sa responsabilité pénale et civile pour les faits commis.

La présente convention fixe le cadre général du partenariat entre le Tribunal de Grande Instance de Grasse, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, la Préfecture des Alpes-Maritimes, et le service Parenthèse de la CASA, son champ d'application, sa nature et son étendue, s'agissant de l'organisation desdits stages.

Elle précise les modes d'intervention, les obligations réciproques et les responsabilités de chacun.

Article 2 : PUBLIC CONCERNE

La participation à un stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple est décidée par le Juge de l'application des peines dans le cadre prévu à l'article 50 de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 ou par le Service Pénitentiaire de Probation et d'Insertion.

Ont vocation à être orientées vers un stage de responsabilisation les personnes condamnées pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal.

Article 3 : PROTOCOLE D'ORIENTATION

Les orientations vers un stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple sont décidées par le Juge de l'Application des Peines ou l'antenne du SPIP de Grasse-Mougins

L'antenne du SPIP de Grasse-Mougins est en charge de la sélection des personnes, sélection qui tient compte pour partie des aptitudes psychologiques et intellectuelles des candidats à suivre le stage.

Les candidats ont confirmation par le SPIP et par courrier de leur positionnement sur le stage.

Lorsque le nombre de personnes sélectionnées atteint un minimum de huit personnes, l'antenne du SPIP de Grasse-Mougins organise une réunion de coordination avec le Service Parenthèse (CASA) pour l'organisation du stage.

Article 4 : CONTENU ET MODALITES D'ORGANISATION DU STAGE

4.1 Le stage a pour objectif :

- ▶ De prévenir la réitération ou la récidive en matière de violence conjugale sur la personne de la victime.
- ▶ De permettre la prise de conscience des conséquences des comportements de violence sur l'environnement humain et notamment sur les enfants présents au domicile parental.
- ▶ De permettre la reconnaissance du fonctionnement violent au niveau individuel.

Le stage vise la reconnaissance/ l'identification par la personne mise en cause du fait que le recours à la violence est un mode de fonctionnement qui lui est propre, la reconnaissance de la victime et des conséquences des actes de violence subis, la sensibilisation aux impacts de la violence conjugale sur les enfants, la prise en considération de sa responsabilité d'adulte et de sa responsabilité parentale.

Le stage vise également à favoriser l'orientation des personnes mises en cause vers une prise en charge de soins à l'issue, lorsqu'elle s'avère nécessaire.

4.2 Le stage utilise :

- La technique du groupe de parole afin de contrer le déni de la personne mise en cause pour des actes de violences, menaces ou harcèlement dans le cadre conjugal, en la confrontant à d'autres personnes mises en cause, plus avancées dans leur prise de conscience des violences infligées à leur partenaire,
- La complémentarité des approches pluridisciplinaires,
- Des outils supports de prévention dédiés.

4.3 Déroulement :

Le stage est organisé sur 2 journées et demie. 2 journées consécutives, de 09h30 à 12h30 et 13h30 à 16h30, et dans le mois qui suit d'une demi-journée de 09h30 à 12h30. L'ensemble du stage se déroule dans les locaux du Tribunal de Grande Instance de Grasse.

La session de stage est animée par l'équipe pluridisciplinaire du service Parenthèse. Un Conseiller du SPIP est présent en début et fin de stage.

Article 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La participation au stage est gratuite pour les auteurs de violences conjugales.

La C.A.S.A. se réserve la possibilité de solliciter une demande de cofinancement à l'Etat, dans le cadre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance, par le biais d'une demande de subvention.

Article 6 : COMPTE RENDU ET BILAN DES STAGES

Le Service Parenthèse, par réunion de concertation, réalisera systématiquement un bilan écrit du déroulement du stage au SPIP de Grasse-Mougins. Ce bilan portera sur : la présence des candidats, leur comportement, la pertinence des outils utilisés, les effets constatés pendant le stage, l'appréciation des participants au groupe de paroles.

Par ailleurs, chaque année à la date anniversaire de la présente convention, le Service Parenthèse adresse aux signataires de la présente convention un bilan quantitatif et qualitatif (non nominatif) des sessions de stage organisées durant l'année écoulée.

Un comité de pilotage est réuni chaque année afin d'apprécier la qualité et l'efficacité du dispositif. Le comité de pilotage réuni (de façon non exhaustive) : un représentant des signataires de la présente convention, les représentants des instances de tutelle financière au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la délinquance, la Délégation Départementale aux Droits des Femmes.

Article 7 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet dès sa date de signature.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, reconductible tacitement chaque année, sans que sa durée totale puisse excéder 3 ans.

Article 8 : RESILIATION

La présente convention peut être dénoncée par chacune des parties contractantes, en respectant un préavis de 6 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à tous les autres signataires.

Fait à Antibes, le

En 5 exemplaires

Le Préfet des Alpes-Maritimes

Georges-François LECLERC

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia-Antipolis

Jean LEONETTI

Le Président du Tribunal de Grasse

Michaël JANAS

Le Procureur de la République
Près le Tribunal de Grande
Instance de Grasse

Fabienne ATZORI

Le Directeur du Service Pénitentiaire
D'Insertion et de Probation
Des Alpes-Maritimes

Michèle BRUYERE

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/02/2018
Numéro : CC_2018_011
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise en place d'un stage de responsabilisation destiné aux personnes condamnées pour des faits de violences conjugales - Convention entre la CASA, la Préfecture 06 et le SPIP de Grasse-Mougins
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Ak8GumD

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/02/2018
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC_2018_011-DE

Acte reçu

Date : 19/02/2018
Numéro interne : CC_2018_011
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Mise en place d'un stage de responsabilisation destin? aux personnes condamn?es pour des faits de violences conjugales - Convention entre la CASA, la Pr?fecture 06 et le SPIP de Grasse-Mougins
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180219-CC_2018_011-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_011-DE-1-1_2.PDF

N